



# ARGUMENTAIRE (S)

## Plan de relance : un an après

### IDEES FORCES

**Le choix d'un plan de relance par l'investissement, créant des emplois en France immédiatement et directement et donc du pouvoir d'achat s'est avéré être la bonne direction.**

- **L'économie française a reculé en 2009 mais beaucoup moins fortement que dans d'autres pays :**
    - Prévisions de croissance pour 2009 (source : OCDE) : - 2,3% en France contre - 4,9% en Allemagne, - 4,8 % en Italie, - 4,7 % au Royaume-Uni, -3,6 % en Espagne, et - 4 % dans la zone euro.
  - L'emploi a moins souffert que dans d'autres pays : depuis mai 2007, le chômage a certes augmenté de 23 % en France mais il a doublé aux Etats-Unis et en Espagne, augmenté de 50 % au Royaume-Uni et de 35 % dans la zone euro.
  - L'industrie automobile repart :
    - la prime à la casse a bénéficié à 500 000 véhicules ;
    - les ventes de voitures neuves ont progressé en novembre pour le septième mois consécutif, + 48,4 % sur un an et même + 65,5 % pour PSA et + 45 % pour Renault.
  - 27 milliards d'euros sur les 33 prévus ont déjà été injectés dans l'économie. Les 6 milliards restants seront investis en 2010.
  - 6 millions de foyers ont bénéficié d'une réduction d'impôt.
- ⇒ Le plan de relance a permis d'éviter la catastrophe et la dépression mais nous parlerons de la crise au passé uniquement quand le chômage reculera mois après mois.

**Le plan de sauvetage des banques a également été une réussite :**

- **Aucun Français n'a perdu les économies placées en banque ;**
- Aucune banque française n'a fait faillite ;
- Ce plan de sauvetage n'a pas coûté un centime aux contribuables ;
- Tous les grands établissements bancaires français ont remboursé l'Etat : BNP Paribas, Société Générale, Crédit Mutuel, et Crédit Agricole : les banques ont même versé 2 milliards d'euros d'intérêts à l'Etat.

### OPPOSITION

Il y a un an, les socialistes dénonçaient un effort insuffisant et demandaient un plan de relance plus ambitieux. Aujourd'hui, les mêmes personnes nous accusent d'avoir augmenté la dette, c'est-à-dire d'avoir trop dépensé. En réalité la dette n'a augmenté qu'en raison de la crise. En effet, les dépenses publiques ordinaires sont restées sous contrôle et n'ont pas augmenté. Une fois de plus, la position du PS est incohérente.

Il y a un an, le PS faisait preuve d'irresponsabilité en s'abstenant de voter le plan de sauvetage des banques. Aujourd'hui, ils ne peuvent que constater que le choix politique courageux de sauver les institutions financières a été un succès.

### POUR ALLER PLUS LOIN

**Quelques mesures importantes du plan de relance :**

- **Des mesures en faveur de l'investissement :**
  - **Investissements de l'Etat :** 4 milliards d'euros supplémentaires dans des domaines clés comme le développement durable, les infrastructures, l'enseignement supérieur et la recherche.
  - **Investissements des grandes entreprises publiques :** 4 milliards d'euros supplémentaires pour moderniser et développer les réseaux ferroviaire, électrique et les bureaux de poste.
  - **Soutien de l'Etat aux investissements des collectivités locales :** remboursement anticipé de la TVA aux collectivités qui acceptent d'augmenter leurs investissements. Dispositif reconduit en 2010.
  - **Soutien au secteur du logement :** 100 000 logements sociaux ou intermédiaires supplémentaires en 2009 et 2010.
- **Des politiques de l'emploi renforcées :**
  - 650 000 emplois « zéro charge » dans les PME de moins de 10 salariés, mesure prolongée jusqu'au 30 juin 2010 ;

**Préparer l'avenir :**

- **Continuer les réformes :** l'action de réforme du Gouvernement continue pendant la crise car retarder les réformes ce serait retarder le retour de la croissance.
- **Ne pas augmenter la fiscalité :** Il ne faut surtout pas augmenter les impôts ou les charges comme le demande la Gauche. Alors que le pouvoir d'achat des Français est fragilisé par la crise, ce serait une mesure antisociale et antiéconomique qui retarderait la sortie de crise. **Le Gouvernement et le Président de la République ont pris des engagements clairs : il n'y aura aucune augmentation d'impôt.**
- **Préparer l'économie de demain avec le grand emprunt :** en investissant dès aujourd'hui dans les secteurs d'avenir et dans l'enseignement supérieur, la France bénéficiera d'une croissance plus forte après la crise.